

Les pèlerinages politiques au XIX^e siècle

Gilles MALANDAIN

RÉSUMÉ

Une « politique du pèlerinage » a pu exister dans le cadre des monarchies chrétiennes du Moyen Âge et de l'époque moderne, en particulier lors de la Contre-Réforme catholique. Mais si ce phénomène se retrouve après la Révolution française, la notion de « pèlerinage politique » paraît plus spécifique au XIX^e siècle, avec le développement d'une sphère idéologique séculière et de « cultes » alternatifs, construits autour de nouvelles sacralités (la nation, la liberté, etc.) ou de nouveaux héros tels que Washington ou Napoléon. À des degrés divers d'organisation, certains voyages ou déplacements, individuels ou collectifs, peuvent alors entrer dans le répertoire de mobilisation et d'action des courants politiques post-révolutionnaires. L'engagement politique contemporain s'exprime ainsi dans ces « pèlerinages » en des lieux spécifiques, chargés autant de sens que d'émotion.



Godefroy Durand, « Pèlerinage des derniers soldats de l'Empire à la colonne Vendôme... », *Le Monde illustré*, n° 630, 8 mai 1869.

Source : Gallica/BnF.



La Domenica del Corriere, 15 juin 1902 : « Nel XX. Anniversario della morte di Garibaldi : il pellegrinaggio nazionale a Caprera » [20^e anniversaire de la mort de Garibaldi, pèlerinage national à Caprera], dessin d'A. Beltrame, d'après une photographie.

L'emploi du mot « pèlerinage » s'élargit entre le XVIII^e et le XIX^e siècle, alors que les pèlerinages chrétiens connaissent une phase de déclin. Il s'applique désormais aussi au domaine profane dans le cadre de la nouvelle culture romantique du voyage. Ainsi l'emblématique « pèlerinage de Childe Harold » composé par lord Byron entre 1812 et 1818 : ce long poème donne au terme un sens très large et subjectif, au-delà de toute destination spécifique, mais il est aussi scandé par les lieux éminents que visite le héros, comme le champ de bataille de Waterloo où il refuse cependant de sacrifier au culte de la victoire héroïque. Une tension peut ainsi exister entre le sens que chaque voyageur donne à sa visite - le pèlerinage comme pratique individuelle, voire intime - et celui qui tend à s'imposer objectivement, dans un contexte de « politisation » concurrentielle des sociétés - le pèlerinage comme institution, dont le repérage historique est plus aisé.

Pèlerinages séculiers

Les révolutions atlantiques puis l'aventure napoléonienne font naître, en même temps que des affiliations politiques bien distinctes, nombre de buts de pèlerinage offerts aux visiteurs, curieux ou fervents. Lieux de mémoire des grands moments, glorieux ou tragiques, tombeaux de grandes figures, champs de bataille sont autant de pôles qui politisent l'espace et les itinéraires. De tels déplacements sont bien sûr inégalement documentés, selon l'identité du voyageur et l'existence de trace écrite. Ainsi la tournée triomphale de Lafayette aux États-Unis en 1824-1825, en pleine vague ultraroyaliste en France, a tout d'un grand pèlerinage où se retrempe la foi libérale à travers le retour aux sources de son héros. De même, en se rendant très officiellement sur le site de Valmy en 1831, le roi Louis-Philippe entend rappeler sa propre participation à la bataille décisive de 1792.

Les pèlerinages des chefs d'État revêtent ainsi un sens politique évident. Sous la Restauration, les princes et princesses de la famille royale multiplient ainsi les voyages dans

l'ouest vendéen ou chouan, jalonnés par l'inauguration de monuments contre-révolutionnaires. Étroitement associé au catholicisme, le courant légitimiste est d'ailleurs celui qui fait le plus de place au pèlerinage politique, surtout lorsque, après 1830, il faut voyager pour aller rendre hommage aux Bourbons en exil, en Écosse puis en Autriche. Le phénomène prend une ampleur accrue quand le comte de Chambord devient le prétendant incontesté au trône : en 1843, il convoque ses partisans à Londres, où il est de passage, et la participation de cinq députés à ce « pèlerinage de Belgrave Square » a un grand retentissement. À partir de 1844, le voyage à Frohsdorf contribue à structurer le mouvement légitimiste, en particulier dans les périodes où la restauration paraît possible (1849-1851 et 1871-1874), et jusqu'à la mort du prince en 1883.

Une pratique de pèlerinage « napoléonien » apparaît également après 1815, au sens politique plus incertain. Sous la Restauration, les tombeaux de militaires ou la colonne Vendôme attirent les visiteurs, contraints à une certaine discrétion. L'île de Sainte-Hélène est bien plus difficile à atteindre mais les saules ombrageant la tombe de l'empereur sont dégarnis de leurs rameaux, qui servent de reliques, tandis que les murs de la maison de Longwood portent des graffiti de marins exprimant l'attachement au grand homme. En 1840, le « retour des cendres » de Napoléon à Paris draine des foules nombreuses au long de la Seine puis dans le dôme des Invalides, qui devient une sorte de pèlerinage officiel, toujours concurrencé par d'autres lieux de mémoire disséminés dans toute la France et au-delà. Les champs de bataille deviennent notamment des lieux de visite et de recueillement patriotique, de plus en plus œcuméniques à mesure que le siècle avance, même si la figure de Napoléon domine partout le paysage.

Pèlerinages politisés

Dès le premier ^{xix}^e siècle, l'Église catholique cherche à relancer la pratique des pèlerinages, qui démontre la force et l'enracinement de la foi dans un espace public où la place de la religion ne fait plus consensus. De fait, le regain d'attractivité des « voyages aux saints » prend de l'ampleur dans la seconde moitié du siècle, d'autant qu'aux destinations anciennes revivifiées, en particulier Rome, s'ajoutent des destinations nouvelles, liées à de nouveaux héros, comme le curé d'Ars (Jean-Marie Vianney, 1786-1859, canonisé par Pie XI le 31 mai 1925), ou surtout à des apparitions mariales qui sont autant de défis lancés à la modernité sceptique. Ainsi, quelles que soient les motivations individuelles (souvent thérapeutiques) des pèlerins-touristes, amenés par le chemin de fer, les « foules de Lourdes » frappent les esprits alors que le catholicisme est confronté aux politiques de sécularisation. Plus encore, la dévotion au Sacré-Cœur est un véritable « culte militant », hautement politisé après 1870 – mais le pèlerinage expiatoire proposé au sommet de Montmartre trouve une antithèse laïque dans la « montée » au mur des Fédérés, lieu de mémoire majeur de la Commune.

Dans un contexte d'antagonisme avec l'État-nation, les pèlerinages catholiques servent avant tout la cause « cléricale », mais ils peuvent avoir une portée plus consensuelle dans le cadre de nations dominées. En Pologne, notamment, le sentiment national s'entrecroise avec la ferveur religieuse dans la cathédrale de Cracovie ou au « sanctuaire national » de Jasna Gora à Częstochowa, malgré la domination russe. En Bohême et en Moravie, où plusieurs « monts sacrés » sont des lieux de pèlerinage tout à la fois patriotiques et religieux, liés à des mythes fondateurs, la dimension nationaliste prédomine entre les années 1860 et la fin du siècle, quand y sont organisés des « camps du peuple », « ces manifestations de masse pour le droit à l'État des Tchèques » (Eduard Maur). Un glissement s'opère ici, qui sécularise le pèlerinage autant qu'il le politise.

L'Italie unitaire voit également se développer une remarquable gamme de pèlerinages politiques, à la fois en imitation et en contrepoint de la tradition catholique. Préoccupé de « faire les Italiens », l'État libéral organise régulièrement de grands rassemblements « nationaux », en particulier à Rome et en mémoire de Victor-Emmanuel II. Mais la « religion

civile » italienne se heurte vite à la pluralité des lectures du *Risorgimento* et les manifestations officielles ne font jamais l'unanimité. Ainsi, le succès du pèlerinage garibaldien à Caprera (l'île où Garibaldi est mort en 1882), à la tournure plus démocratique, va croissant à la fin du siècle, et dépasse celui du pèlerinage patriotique institué sur le champ de bataille de San Martino et Solferino, structuré par les chapelles-ossuaires et les tours commémoratives.

Accordé à l'essor d'une mobilité de loisir qui ne cesse de s'accélérer après 1815, mais aussi aux circulations d'exil, le pèlerinage politique peine à s'institutionnaliser véritablement tout en s'ancrant dans les pratiques d'un tourisme culturel ou mémoriel, voire militant, qui se poursuit bien au-delà de 1914. Dans sa dimension collective, il paraît surtout caractéristique d'un temps de « politisation » des sociétés qui emprunte aux formes de mobilisation et d'expression religieuses pour fonder affectivement des identités partisans, nationales ou idéologiques.

BIBLIOGRAPHIE

CHANTRE, LUC, D'HOLLANDER, Paul, GRÉVY, Jérôme (dir.), *Politiques du pèlerinage, du xvii^e siècle à nos jours*, Rennes, PUR, 2014. [note critique]

MOUSSA, Sarga, VENAYRE, Sylvain (dir.), *Le voyage et la mémoire au xix^e siècle*, Paris, Creaphis, 2011.

« Pèlerinages », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, numéro coordonné par Romain Bertrand, vol. 22, n° 77, 2007/1.

Source URL:

<https://ehne.fr/encyclopedie/thématiques/l'europe-politique/un-patrimoine-politique-européen/les-pèlerinages-politiques-au-xixe-siècle>